

Ce que nous dit le débat sur l'islamo-gauchisme

Une ministre peut-elle oublier qu'elle est ministre ? Cela paraît improbable. C'est pourtant ce qui est arrivé à Frédérique Vidal lorsqu'elle a affirmé sa volonté de diligenter une « enquête » sur l'islamo-gauchisme à l'université. Une « gangrène » dit-elle. La citoyenne Vidal peut bien détester qui elle veut, l'islam, l'islamisme, les gauchistes, et même la gauche tout court. Mais le malheur veut qu'elle soit ministre et, qui plus est, ministre des universités. Certes, entre sa première sortie sur CNews, où il n'est jamais facile de ne pas verser très à droite, et *Le JDD* une semaine plus tard, Mme Vidal a rétropédalé. L'enquête est devenue « étude » et le concept n'est plus qu'un « ressenti ». On ne peut pas faire moins rigoureux. Mais Mme Vidal est toujours ministre. D'où la très vive et légitime inquiétude des chercheurs. C'est que le mot enquête n'a pas le même sens sous la plume d'un sociologue et dans la bouche d'un ministre. À quoi sert-il, sinon à annoncer une chasse aux sorcières ? Bien sûr, ce n'est pas *Fahrenheit 451*, mais le début d'un processus pour contraindre au silence dont il importe peu de savoir jusqu'où il peut aller. L'État doit se soucier de donner à l'Université les moyens de travailler – ce qu'il fait très imparfaitement – mais il n'a pas à se mêler de régenter les savoirs académiques. C'est cette règle sacrée que Mme Vidal a enfreinte, au mépris de sa propre fonction. Il ne s'agit pas d'une simple gaffe. Le choix d'un débat idéologique douteux, alors que les étudiants sont plongés dans une crise dramatique, nous renvoie au fond d'une doctrine libérale qui n'a de cesse de fuir la question sociale. Toujours entraîner l'opinion sur un autre terrain.

C'est précisément à quoi sert l'imputation d'« islamo-gauchisme ». On serait bien en peine d'en donner une définition, mais on devine l'arrière-pensée. Écartons d'abord une hypothèse farfelue : des « gauchistes » convertis à l'islam, ou à l'islamisme, on n'en connaît pas. Ceux que l'on nomme « gauchistes » entretiennent généralement avec Dieu une relation plus que distante... En revanche, il y a des gens très bien qui considèrent qu'il faut chercher l'origine de l'islamisme, et plus généralement des résurgences des phénomènes religieux, plutôt dans des contextes sociopolitiques que dans la lecture

littérale des textes « sacrés ». Mme Vidal ne peut pas comprendre la révolution islamique iranienne de 1979 si la situation du peuple iranien sous le régime du Shah ne l'intéresse pas. Si elle ignore l'opulence provocatrice qui régnait à la cour, et la répression qui s'abattait sur les opposants. La famille de pensée à laquelle se rattache Mme Vidal n'aime pas ce qui renvoie au social ou au fait colonial. L'inventeur de l'islamo-gauchisme (je n'ai pas vérifié s'il y avait des antécédents), le

un phénomène religieux. La laïcité française était ainsi recrutée en un combat douteux. À l'opposé, « l'islamo-gauchiste » était celui qui remettait la question coloniale au centre du conflit. Il n'est pas difficile d'apercevoir la même ligne de partage dans la société française d'aujourd'hui. Le « séparatisme » est l'enjeu d'une opposition entre ceux qui l'analysent d'abord comme le résultat d'une politique ségrégative de ghettoïsation, et ceux qui l'expliquent uniquement par un abus de lecture du *Coran*...

Le choix d'un débat idéologique douteux, alors que les étudiants sont plongés dans une crise dramatique, nous renvoie au fond d'une doctrine libérale qui n'a de cesse de fuir la question sociale. Toujours entraîner l'opinion sur un autre terrain.



DENIS SIEFFERT

sociologue pro-israélien Pierre-André Taguieff, ne pense pas très différemment. Quand la formule a jailli de sa plume, en 2002, il s'agissait de discréditer ceux qui manifestaient contre les bombes et les bulldozers israéliens en Cisjordanie et à Gaza. Leur indignation en faisait des complices des islamistes. Le sociologue-militant marchait dans les pas d'Ariel Sharon qui venait de comparer Arafat à Ben Laden. Il fallait démontrer que la revendication territoriale palestinienne n'avait pas de consistance, et que l'Intifada était

Accessoirement, cette affaire est aussi révélatrice d'une réalité politique dont il faut prendre la mesure. Elle a donné lieu à une belle pagaille au sein du gouvernement. Frédérique Vidal a d'abord été désavouée par Jean Castex et par Gabriel Attal, ombre professionnelle d'Emmanuel Macron. Puis bruyamment approuvée par Gérald Darmanin et Jean-Michel Blanquer. Rien d'étonnant, puisque Blanquer avait déjà lancé l'offensive au mois d'octobre, en mélangeant tout, islamo-gauchisme, décolonialisme, post-colonialisme et études de genre. Ce qui est étonnant en revanche, c'est que ces deux « poids lourds » du gouvernement en aient remis une couche après les désaveux du Premier ministre et du porte-parole. Qui gouverne ? Où est le président de la République dans cette histoire ? Il suffisait d'entendre Gabriel Attal, dimanche sur RTL, pour deviner l'embarras élyséen. Depuis 2017, Emmanuel Macron a dit tout et son contraire sur le sujet. Il a sur sa droite un groupe de ministres beaucoup plus déterminés et idéologues que lui, le technocrate sans convictions de la *startup nation*. Ils peuvent rabattre vers la macronie des électeurs du Rassemblement national. Mais ils peuvent aussi convaincre une partie de l'opinion que Macron n'est pas assez musclé pour résister à l'extrême droite ou peu qualifié pour s'allier à elle. Comme quoi un débat peut en cacher un autre. ■